



ASSEMBLÉE NATIONALE

14ème législature

protection

Question écrite n° 24792

Texte de la question

M. Guillaume Bachelay appelle l'attention de M. le ministre des affaires étrangères sur le bilan de la conférence sur les changements climatiques qui s'est tenue à Doha, au Qatar, du 26 novembre au 7 décembre 2012. Il y a urgence : selon certains scénarios réalistes, la température sur notre planète pourrait augmenter jusqu'à 4°C, voire 6°C, en moyenne, d'ici à 2100. La lutte contre le réchauffement climatique est un impératif de solidarité internationale (les populations des pays du sud sont potentiellement les plus concernés, notamment celles des îles de l'Océan indien et du Pacifique) et de santé publique, puisque selon l'institut de veille sanitaire, des maladies infectieuses pourraient émerger ou ré-émerger. Plus largement, le réchauffement climatique interroge notre modèle de croissance et notre capacité à préserver, pour les générations futures, leurs possibilités à vivre dans un environnement viable. Il lui demande quelles sont les conclusions qu'il est possible d'établir après la conférence de Doha et quelles sont, selon lui, les prolongements qui seront données à cette Conférence. Il lui demande quel rôle la diplomatie française compte jouer dans les prochains mois et les prochaines années pour lutter contre le réchauffement du climat de notre planète.

Texte de la réponse

Lors de la conférence sur le climat de Doha du 26 novembre au 8 décembre 2012, certaines avancées ont été enregistrées. Des amendements ont été adoptés sur la poursuite du protocole de Kyoto, permettant de continuer dans la voie d'une réduction des émissions de gaz à effet de serre pour une deuxième période d'engagement qui durera 8 ans, de 2013 à 2020. Un programme de travail, qui structurera les négociations d'ici à 2015, a été adopté. Des travaux ont d'ores et déjà été menés pour relever avant 2020 le niveau d'ambition, sans attendre l'entrée en vigueur du futur accord. Les efforts en vue de mobiliser 100 milliards de dollars par an pour financer la lutte contre le changement climatique à l'horizon 2020 feront l'objet de nouveaux travaux. Le besoin de renforcer la coopération et l'expertise pour comprendre et réduire les pertes et dommages causés par les impacts des changements climatiques a été reconnu. Le Président de la République a annoncé lors de la dernière assemblée générale des Nations unies la disponibilité de la France pour héberger et présider la 21e conférence sur le climat en 2015, qui verra l'adoption du nouvel accord sur la lutte contre le changement climatique. Il convient de veiller à la cohérence du processus de négociation d'ici 2015, dans le cadre d'une étroite coordination avec les pays qui organiseront les prochaines conférences sur le climat en 2013 (la Pologne) et 2014 (un pays d'Amérique latine qui reste à déterminer). L'objectif de la France est de tirer parti des résultats des conférences précédentes pour parvenir à l'adoption d'un nouveau régime climatique ambitieux d'ici 2015, afin de soumettre les principaux émetteurs de gaz à effet de serre à des objectifs de réduction de leurs émissions à partir de 2020. Le but de la France est de faire de la conférence sur le climat de 2015 un succès. La diplomatie française qui coordonne l'action dans ce domaine s'articule notamment avec l'action de l'agence française de développement et du fonds français pour l'environnement mondial, ainsi qu'avec la diplomatie du climat de l'Union européenne. La France fait entendre sa voix dans différents forums, formels et informels (tels que le Forum des économies majeures, le G8, le G20, le dialogue de Carthagène), afin de faire émerger des priorités et d'ouvrir la voie au compromis. M. Jacques LAPOUGE, a été nommé le 25 janvier 2013 ambassadeur

chargé des négociations sur le changement climatique. Il bénéficie de l'appui des services compétents du ministère des Affaires étrangères, du ministère de l'Ecologie, du Développement durable et de l'Energie, du ministère de l'Economie et des Finances et du ministère de l'Agriculture, de l'Agroalimentaire et de la Forêt. Cet appui technique et matériel permet à l'ambassadeur de jouer un rôle important dans le cadre de la préparation de la 21e conférence sur le climat en 2015.

Données clés

Auteur : [M. Guillaume Bachelay](#)

Circonscription : Seine-Maritime (4^e circonscription) - Socialiste, écologiste et républicain

Type de question : Question écrite

Numéro de la question : 24792

Rubrique : Environnement

Ministère interrogé : Affaires étrangères

Ministère attributaire : Affaires étrangères

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [23 avril 2013](#), page 4279

Réponse publiée au JO le : [25 juin 2013](#), page 6632